

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 736

[S - C - 2003/29071]

9 JANVIER 2003. — Décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions, champ d'application

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1. « Organisme public » : Les personnes morales de droit public relevant de la Communauté française dénommées ci-après :

a) la RTBF visée par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

b) l'O.N.E. visé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE »;

c) l'ETNIC visée par le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication en Communauté française;

d) le Fonds Ecureuil visé par le décret du 20 juin 2002 relatif à la création de Fonds Ecureuil de la Communauté française;

e) l'Institut de la Formation en cours de carrière (IFC) visé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

2. « Sociétés de bâtiments scolaires » : les sociétés visées par le décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

3. « Sociétés de gestion patrimoniale » : les sociétés visées à l'article 20 du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française.

4. « L'administrateur public » : toute personne physique, administrateur ordinaire, siégeant au Conseil d'administration ou Bureau ou Comité permanent d'un organisme public et désignée par la Communauté française.

5. « L'administrateur de droit » : toute personne physique, administrateur ordinaire, siégeant au Conseil d'administration ou Bureau ou Comité permanent et désignée par une personne morale de droit public en vertu du décret instituant l'organisme public ou par le décret lui-même.

6. « Le fonctionnaire dirigeant » : toute personne physique, administrateur exécutif d'un organisme public qui siège au Conseil d'administration et au Bureau ou Comité permanent avec voix consultative et désignée par la Communauté française.

7. « Groupe politique démocratique » : tout groupe politique qui respecte les principes démocratiques énoncés notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

8. « Le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

9. « Le ministre de tutelle » : le ministre dont relève l'organisme public, les sociétés de bâtiments scolaires ou les sociétés de gestion patrimoniale.

10. « Le ministre du Budget » : le ministre qui a le budget de la Communauté française dans ses attributions.

Art. 2. Le présent décret s'applique :

1. à tous les administrateurs publics et tous les fonctionnaires dirigeants des organismes publics;

2. à tous les membres de la cellule d'audit interne auprès des organismes publics;

3. à tous les commissaires du Gouvernement auprès des sociétés de bâtiments scolaires et sociétés de gestion patrimoniale;

4. à tous les commissaires aux comptes auprès des organismes publics.

Toutefois,

1. les articles 3 à 8, 16 à 19 et 61 ne sont pas applicables à la RTBF et à l'ONE;
2. l'alinéa 2 de l'article 14 n'est pas applicable à la RTBF;
3. les articles 4 et 13 ne sont pas applicables au Fonds Ecureuil;
4. l'article 4, §§ 1^{er} à 3 n'est pas applicable à l'ETNIC;
5. les articles 4, 6, 7, 8, 10, 13 à 19, 24 à 29, 58 et 60 ne sont pas applicables à l'IFC;
6. les articles 33, 34, 35 et 36 ne sont applicables aux Commissaires du Gouvernement auprès des sociétés de bâtiments scolaires et sociétés de gestion patrimoniale.

TITRE II. — L'administrateur public

CHAPITRE I^{er}. — Les conditions de nomination et de révocation et les incompatibilités

Art. 3. Les organismes publics sont gérés par un Conseil d'administration et un Bureau ou Comité permanent.

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil d'administration est composé, outre les administrateurs de droit, de 16 administrateurs publics au plus, nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature. Ils sont nommés sur la base des candidatures déposées conformément à un appel publié au *Moniteur belge* et par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques démocratiques reconnus au sein du Conseil de la Communauté française, avec application de la méthode d'Hondt. Le Président du Conseil d'administration a une voix prépondérante en cas de parité des voix.

Le Gouvernement peut nommer parmi les 16 administrateurs publics, deux administrateurs publics indépendants au plus.

§ 2. Le Bureau ou Comité permanent est composé, outre les administrateurs de droit, du résident et de trois Vice-Présidents désignés parmi les membres du Conseil d'administration. Ils sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature. Ils appartiennent à des groupes politiques démocratiques reconnus différents. Le Président a une voix prépondérante en cas de parité des voix.

§ 3. Les administrateurs publics conservent cependant leur mandat jusqu'à leur remplacement effectif lors de la législature suivante.

§ 4. Sans préjudice d'autres incompatibilités existantes, la qualité d'administrateur public est incompatible avec :

- a) la qualité de membre d'un Gouvernement;
- b) la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;
- c) la qualité de gouverneur de province ou de gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
- d) la qualité de membre d'un cabinet ministériel de la Communauté française;
- e) la qualité de membre du personnel de l'organisme public ou d'une de ses filiales;
- f) l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et, par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;
- g) l'exercice d'une fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'organisme public concerné;
- h) la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme public concerné.

Art. 5. Les administrateurs publics sont choisis parmi les personnes qui justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une intégrité et d'une connaissance de la gestion publique.

Art. 6. § 1^{er}. Les administrateurs publics peuvent être révoqués par le Gouvernement à tout moment, après avis ou sur proposition du Conseil d'administration et audition de l'administrateur public concerné si nécessaire qui :

1. a accompli un acte incompatible avec les missions de l'organisme public;
2. a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;
3. exerce une activité incompatible visée, à l'article 4, § 4, avec l'exercice de son mandat;
4. est absent sans justification à plus de trois réunions du conseil d'administration au cours d'une même année;
5. viole une disposition de la Charte de l'administrateur public visée à l'article 9.

§ 2. Si un administrateur public démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il a été nommé, il sera remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

CHAPITRE II. — La formation

Art. 7. Dans l'année qui suit leur désignation, l'organisme public organise pour les administrateurs publics et les administrateurs de droit un cycle de formation permanente relatif à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur public au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière.

Art. 8. Le Conseil d'administration de chaque organisme public adopte et transmet annuellement au ministre de tutelle et au ministre du Budget un rapport d'information sur les formations suivies par les administrateurs publics et les administrateurs de droit.

CHAPITRE III. — La charte de l'administrateur public

Art. 9. Chaque administrateur, qu'il soit public ou de droit, s'engage à respecter la charte de l'administrateur public qu'il signe lors de son installation. Sa nomination ne sort ses effets qu'à la date de la signature de la charte par celui-ci. La charte de l'administrateur public, qui définit les engagements que l'administrateur public et l'administrateur de droit doivent respecter dans l'exercice de leur mandat, fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement qui reprend en annexe le contenu de la charte.

La charte de l'administrateur public devra comprendre au moins les engagements suivants :

1. le respect de la légalité, du contrat de gestion et de manière plus générale l'exécution des missions de service public de l'organisme public;
2. la surveillance du respect des intérêts de l'organisme public;
3. la surveillance du fonctionnement efficace du Conseil d'administration, du Bureau ou du Comité permanent;
4. la protection des intérêts de la Communauté française;
5. la prise en compte des attentes légitimes de tous les partenaires de l'organisme public (collectivité, usagers, salariés, fournisseurs et créanciers);
6. le respect de l'obligation préalable et postérieure d'information du Gouvernement lorsqu'il s'agit de moments de crise ou de décisions stratégiques, que ces décisions relèvent ou non des missions de service public;
7. l'obligation à titre exceptionnel pour le Président, en cas de décisions stratégiques ou de moments de crise, de s'en tenir à un mandat particulier et motivé du Gouvernement;
8. la prévalence des intérêts, en toutes circonstances, de l'organisme public et de la Communauté française, sur les intérêts personnels directs ou indirects de l'administrateur public;
9. le respect des règles préventives et répressives en matière de délit d'initié;
10. le développement propre des compétences professionnelles dans l'exercice de sa mission.

Le ministre de tutelle reçoit copie des chartes signées par les administrateurs publics et par les administrateurs de droit.

Art. 10. L'administrateur public et l'administrateur de droit reçoivent un jeton de présence par séance du Conseil d'administration et si nécessaire des indemnités de parcours et de séjour dont les montants sont fixés par le Gouvernement.

Art. 11. Une indemnité annuelle dont le montant, les conditions et les modalités d'octroi sont fixés par le Gouvernement, est allouée aux Président et Vice-Présidents.

Cette indemnité n'est pas due si la personne concernée exerce par ailleurs une activité rémunérée à temps plein. Dans ce cas, il perçoit un jeton de présence à chaque séance du Bureau ou Comité permanent d'un montant identique à celui visé à l'article 10.

Par ailleurs, une indemnité ponctuelle peut être octroyée par décision du Conseil d'administration, en vue de l'accomplissement d'une mission déléguée et ce compte tenu de l'importance de la mission confiée et dans les limites des ressources de l'organisme public.

Art. 12. Pendant la durée du mandat, le Conseil d'administration met à la disposition de chaque administrateur public et chaque administrateur de droit les outils nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

CHAPITRE IV. — *Les devoirs d'information du Conseil d'administration*

Art. 13. Les organismes publics transmettent au plus tard le 1^{er} septembre au Gouvernement un rapport annuel d'activités de l'année précédente. Le Gouvernement le transmet au Conseil de la Communauté française dans le mois de sa prise d'acte.

Ce rapport indique notamment les mesures prises par l'organisme public pour remplir ses missions de service public, son contrat de gestion, le plan de développement ainsi que les perspectives d'avenir.

CHAPITRE V. — *Règlement du Conseil d'administration*

Art. 14. Le Conseil d'administration établit un règlement organique qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis préalablement à l'approbation du Gouvernement, accompagné d'un rapport des commissaires du Gouvernement.

Il comprendra notamment les règles minimales suivantes :

1. les limites et les formes dans lesquelles le Conseil d'administration délègue certaines de ses attributions;
2. l'obligation et la procédure d'information préalable et postérieure du Gouvernement lors de décisions stratégiques ou de moments de crise;
3. l'organisme public agit par ses organes de gestion et les membres de ces organes ne contractent aucun engagement personnel relatif aux engagements de ceux-ci;
4. les administrateurs forment un collège mais dans les cas justifiés par l'urgence et par l'intérêt social, et dans la mesure où le règlement du conseil d'administration le permet, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime et écrit des administrateurs.

Cette procédure ne peut toutefois pas être utilisée pour l'adoption dudit règlement, la désignation du Président et des Vice-Présidents, pour l'arrêt des comptes annuels, pour l'utilisation du capital ou pour tout autre cas que le règlement du Conseil d'administration entendrait excepter;

5. une procédure d'information du Conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement en cas de conflit d'intérêts dans le chef d'un des administrateurs publics, ainsi que la possibilité pour l'organisme public d'agir en nullité des décisions prises en violation cette disposition lorsque l'autre partie avait ou devait avoir connaissance de cette circonstance;

6. les administrateurs publics et les administrateurs de droit sont personnellement et solidairement responsables lorsqu'une décision prise en application des principes définis au point 5 leur a procuré ou a procuré à l'un d'entre eux un avantage financier abusif au détriment de l'organisme public.

TITRE III. — Transparence des rémunérations

Art. 15. Les rémunérations, indemnités, jetons de présence, mandats et fonctions visés aux articles 10, 11 ainsi que la rémunération du fonctionnaire dirigeant sont repris dans le rapport annuel d'activités visé à l'article 13.

TITRE IV. — Contrat de gestion et plan de développement**CHAPITRE I^{er}. — Le contrat de gestion****Section I^{re}. — Définition et contenu**

Art. 16. § 1^{er}. Les règles et les modalités selon lesquelles un organisme public exerce les missions de service public qui lui sont confiées par le décret, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre la Communauté française et l'organisme d'intérêt public ou l'entreprise publique concerné.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions visées par une législation propre à l'organisme public, ce contrat de gestion règle les matières suivantes :

1. les tâches que l'organisme public assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les « tâches de service public »;
2. les principes gouvernant les tarifs pour les prestations fournies dans le cadre des tâches de service public, ci-après dénommées les « prestations de service public »;
3. les règles de conduite, les engagements et les objectifs à atteindre vis-à-vis des usagers des prestations de service public et des acteurs du secteur;
4. la fixation, le calcul et les modalités de paiement de dotations ou de subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Communauté française que la Communauté française accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'organisme public de ses tâches de service public;
5. la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'organisme public à la Communauté française, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'organisme public et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par la Communauté à l'organisme public sur des biens;
6. le cas échéant, des objectifs relatifs à la structure financière de l'organisme public;
7. le cas échéant, des règles relatives à la répartition des bénéfices nets;
8. les éléments que le plan de développement visé à l'article 20 contient;
9. le cas échéant, la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du ministre de tutelle et du ministre Budget et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée être accordée;
10. une clause d'imprévision permettant de modifier certains paramètres du contrat de gestion, en raison de cas fortuits ou de cas de force majeure;
11. les sanctions en cas de non-respect par l'organisme public de ses engagements ou de ses objectifs résultant du contrat de gestion.

§ 3. Le contrat de gestion est établi de manière telle que des objectifs concrets et mesurables de résultats en matière de service au public soient déterminés. A cette fin, avant la négociation d'un nouveau contrat de gestion, l'organisme public concerné mènera une enquête, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si la nature de l'organisme public le justifie, auprès des usagers et des acteurs du secteur pour connaître leurs besoins.

§ 4. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite. L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 5. Les obligations financières générales éventuelles de la Communauté française à l'égard d'un organisme public sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'organisme public.

Section II. — Conclusion et approbation, suivi et évaluation, fin et renouvellement

Art. 17. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, la Communauté française est représentée par le ministre de tutelle.

Lors de la négociation du contrat de gestion, l'organisme public est représenté par son fonctionnaire dirigeant et par son Président. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du Conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par arrêté du Gouvernement et à la date fixée par cet arrêté. Le contrat de gestion est transmis dans le même temps au Conseil de la Communauté française.

Art. 18. § 1^{er}. Une réunion annuelle est organisée entre l'organisme public et le ministre de tutelle ainsi que le ministre du Budget pour notamment faire le point sur l'exécution du contrat de gestion.

§ 2. Le contrat de gestion est évalué tous les deux ans sur base d'un tableau de bord avec indicateurs dont les paramètres sont fixés par le contrat de gestion. Ce tableau de bord est établi par l'organisme public et, le cas échéant, adapté de commun accord aux modifications des conditions du marché et aux développements techniques par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat de gestion.

Ces adaptations proposées par l'une des parties ou par les deux parties sont faites conformément à l'article 17.

§ 3. Le ministre de tutelle et le ministre du Budget transmettent au Gouvernement l'évaluation du contrat de gestion avec leurs remarques en même temps que le rapport annuel d'activités visé à l'article 13.

§ 4. Le Gouvernement peut demander à l'organisme public de faire procéder à une évaluation externe du contrat de gestion.

§ 5. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 6. Au plus tard six mois après (l'expiration du contrat de gestion, le Bureau ou Comité permanent soumet au ministre de tutelle un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé d'un plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre de tutelle.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement peut fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 16, § 2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 17.

Art. 19. Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant les règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*.

Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires sont publiées en annexe de l'arrêté, à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux.

CHAPITRE II. — *Plan de développement*

Art. 20. Le Conseil d'administration de chaque organisme public établit annuellement un plan de développement qui fixe les objectifs et la stratégie à moyen terme de l'organisme public et son impact sur son budget.

Le plan de développement est transmis pour information au ministre de tutelle et au ministre du Budget.

TITRE V. — *Le droit des usagers*

Art. 21. Sauf dérogation octroyée par le Gouvernement, les organismes publics instituent un service en leur sein qui traite les plaintes des usagers.

Cette plainte devra être justifiée par la constatation du non-respect par l'organisme public de ses obligations envers les usagers dans le cadre de l'exécution de ses missions de service public.

Le service visé à l'alinéa premier détermine dans son règlement d'ordre intérieur, qu'il transmet pour approbation au ministre tutelle, la procédure à suivre pour traiter ces plaintes.

Art. 22. Le service peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'organisme public ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs publics, des agents et des préposés de l'organisme public toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen. L'information ainsi obtenue est traitée par le service comme confidentielle lorsque la divulgation pourrait nuire à l'organisme public sur un plan général.

TITRE VI. — *Le contrôle administratif et budgétaire*

Art. 23. Chaque organisme public fait l'objet d'un contrôle administratif et budgétaire tant interne qu'externe.

CHAPITRE I^{er}. — *Le contrôle interne*

Art. 24. Une cellule d'audit interne est instaurée dans chaque organisme public.

Section I^{re}. — Les conditions de nomination et de révocation des membres de la cellule d'audit interne

Art. 25. La cellule d'audit interne est composée au maximum de deux experts, nommés et révoqués par le Conseil d'administration de l'organisme public, après avis du fonctionnaire dirigeant, et justifiant de qualifications ou d'une expérience utile en matière de gestion publique et dans les domaines respectifs des missions de l'organisme public concerné.

Le Gouvernement définit le statut de ces experts.

Art. 26. Dans l'organigramme de l'organisme public, la cellule audit interne relève du fonctionnaire dirigeant, lequel lui permet d'exercer ses missions sans subir d'ingérence compromettant son indépendance et son objectivité.

Chaque organisme public établit annuellement un rapport d'information rédigé par la cellule d'audit interne qui atteste que la cellule présente toutes les garanties d'indépendance et d'objectivité. Ce rapport est transmis au ministre de tutelle concerné et au ministre du Budget. Le ministre de tutelle le transmet au Gouvernement.

Section II. — *Les missions*

Art. 27. Les missions de la cellule sont les suivantes :

1. surveiller et évaluer l'efficacité de la gestion des risques au sein de l'organisme public;
2. évaluer les risques afférents à la gestion de l'organisme public et à la manière dont l'information circule en son sein, au regard :
 - a) de la fiabilité et de l'intégrité des informations financières et opérationnelles;
 - b) de l'efficacité des opérations menées par l'organisme public;
 - c) de la protection des ressources financières de celle-ci;
 - d) du respect des lois, décrets et règlements en vigueur;
 - e) du respect des missions de service public et du contrat de gestion;
3. évaluer la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle de la gestion et des modes de circulation de l'information qui s'y rapporte au sein de l'organisme public, au regard :
 - a) de la fiabilité et de l'intégrité des informations financières et opérationnelles;
 - b) de l'efficacité des opérations menées par l'organisme public;
 - c) de la protection des ressources financières de celle-ci;
 - d) du respect des lois, décrets et règlements en vigueur;
 - e) du respect des missions de services public et du contrat de gestion;

4. déterminer dans quelle mesure des objectifs ont été fixés pour les opérations et projets menés et si ces objectifs coïncident avec l'objet de l'organisme public, en ce compris l'exercice des missions de service public, le contrat de gestion et le plan de développement;

5. passer en revue les opérations et projets menés par l'organisme public afin de déterminer dans quelle mesure les résultats suivent les objectifs fixés;

6. contribuer au processus de gestion de l'organisme public, en évaluant et en améliorant le processus par lequel on définit et communique les objectifs, on en rend compte et on respecte les missions de service public et le contrat de gestion;

7. rendre des avis à la demande motivée d'un administrateur public.

Art. 28. Les membres de la cellule d'audit interne ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent se faire communiquer tout document qu'ils jugent utile pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs missions.

Art. 29. Tous les six mois, le fonctionnaire dirigeant fait rapport de l'exercice des missions de la cellule aux organes de gestion de l'organisme public.

CHAPITRE II. — *Le contrôle externe*

Section 1^{re} — Les commissaires du Gouvernement

Sous-section 1^{re} — Les conditions de nomination et de révocation

Art. 30. § 1^{er}. Le contrôle externe de chaque organisme public est assuré, chacun dans son domaine de compétences propres, par :

a) deux commissaires du Gouvernement;

b) deux commissaires aux comptes.

§ 2. Le contrôle externe de chaque société de bâtiment scolaire et de chaque société de gestion patrimoniale est assuré par un commissaire du Gouvernement.

§ 3. Dans chaque organisme public, un des deux commissaires du Gouvernement est nommé à titre définitif et exerce sa fonction à temps plein, l'autre est désigné à titre temporaire pour la durée de la législature et exerce son mandat à temps partiel.

§ 4. Dans les sociétés de bâtiments scolaires et les sociétés de gestion patrimoniale, le commissaire du Gouvernement est nommé à titre définitif et exerce sa fonction à temps plein.

§ 5. Un même commissaire du Gouvernement ou un même commissaire aux comptes peut être affecté auprès de plusieurs organismes publics.

§ 6. Un même commissaire du Gouvernement peut être affecté auprès de plusieurs sociétés de bâtiments scolaires et plusieurs sociétés de gestion patrimoniale.

Art. 31. Les commissaires du Gouvernement à titre définitif sont nommés par le Gouvernement après appel public aux candidatures, introduites auprès du Gouvernement.

Les commissaires du Gouvernement à temps partiel sont désignés sur proposition du ministre de tutelle en début de législature par le Gouvernement. Ils sont révocables à tout moment. Ils bénéficient d'une indemnité fixée par le Gouvernement.

Les candidats commissaires du Gouvernement remplissent les conditions générales d'admissibilité à un emploi public visées à l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat.

Les commissaires du Gouvernement relèvent, dans l'exercice de leurs missions, conjointement du ministre de tutelle concerné et du ministre du Budget.

Sous-section 2. — Incompatibilités

Art. 32. La fonction de commissaire du Gouvernement est incompatible avec :

1. la qualité de membre d'un Gouvernement;

2. la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;

3. la qualité de gouverneur de province ou de gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et la qualité de député permanent;

4. bourgmestre, échevin ou président de CPAS d'une commune de plus de 30 000 habitants;

5. administrateur, agent ou préposé des organismes public soumis au présent décret ou des organismes qui en dépendent directement ou indirectement;

6. l'exercice d'un mandat ou d'une fonction au sein d'un organisme exerçant des activités similaires à celle de l'organisme public;

7. la qualité de commissaire aux comptes visé à l'article 45;

8. la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme public concerné;

9. la qualité de membre de la cellule d'audit interne visé à l'article 25.

Sous-section 3. — Les missions

Art. 33. Sans préjudice des missions spécifiques attribuées par une autre loi ou décret, les missions confiées aux commissaires du Gouvernement sont les suivantes :

1. veiller au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances et arrêtés;
2. veiller au respect des missions de service public et faire rapport spécial au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toute décision ou tout acte des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le bon déroulement de celles-ci;
3. veiller au respect du contrat de gestion et du plan de développement et faire rapport spécial au ministre tutelle et au ministre du Budget sur toute décision ou tout acte des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le respect de ceux-ci;
4. faire rapport au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toutes les décisions des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française ou qui risquent de compromettre l'équilibre des finances de l'organisme public;
5. remettre au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit circonstancié lorsque les commissaires aux comptes les informent du fait qu'ils ont constaté des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'organisme public;
6. remettre au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit et circonstancié lorsque l'un des administrateurs publics les informent de l'existence d'un conflit d'intérêts entre un administrateur et l'organisme public;
7. faire un rapport général au moins tous les six mois au ministre de tutelle et au ministre du Budget. Les rapports sont consignés s'il y a deux commissaires du Gouvernement. Ces rapports comportent s'il échet les remarques divergentes des commissaires.

Le cas échéant, le ministre de tutelle et le ministre du Budget transmettent au Gouvernement, les rapports reçus des commissaires du Gouvernement.

Sous-section 4. — Fonctionnement

Art. 34. Les commissaires du Gouvernement assistent aux réunions des organes de gestion de l'organisme public.

Art. 35. Les commissaires du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent se faire communiquer, notamment par l'intermédiaire de tout administrateur public, de tout administrateur de droit ou du fonctionnaire dirigeant, tout document qu'ils jugent utile pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils exercent leurs missions sur pièces et reçoivent communication de tout document ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour des organes de gestion, cinq jours francs avant les réunions du Conseil d'administration sauf urgence motivée par le Conseil d'administration et trois jours francs avant les réunions du Bureau ou Comité permanent, sauf urgence motivée par le Bureau ou Comité permanent.

Ils peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'ils jugent utile dans le cadre de leurs missions.

Ils sont soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 36. § 1^{er}. Chaque commissaire peut introduire un recours motivé dans un délai de quatre jours francs auprès du Gouvernement contre toute décision qu'il estime être contraire à l'intérêt général, aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés, aux missions de service public ou au contrat de gestion.

Ce recours suspend la décision. Il est notifié, dans le même délai, au Conseil d'administration ou au Bureau ou au Comité permanent qui a pris la décision querellée.

§ 2. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 3. Si dans un délai de vingt jours francs prenant cours le même jour que le délai dont disposent les commissaires du Gouvernement, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

§ 4. Par décision du ministre de tutelle ou du ministre du Budget notifiée à l'organe de gestion, le délai visé au § 3 peut être augmenté de dix jours francs.

§ 5. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'organe de gestion avec copie au commissaire du Gouvernement.

Section II. — Le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement

Art. 37. Les commissaires du Gouvernement nommés à titre définitif forment le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement. Il ressortit à l'autorité hiérarchique et administrative du Gouvernement. Le Corps interministériel est présidé à tour de rôle durant deux ans. La première présidence est exercée par le commissaire du Gouvernement le plus âgé et ainsi de suite.

Sous-section 1^{re}. — Personnel mis à disposition et moyens de fonctionnement du Corps interministériel

Art. 38. § 1^{er}. Le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement dispose par arrêté du Gouvernement de membres du personnel de niveau 1, 2+, 2 et 3 et des moyens de fonctionnement nécessaires et appropriés pour l'exercice de leurs missions collégiales et individuelles.

Le Corps exerce l'autorité hiérarchique et administrative sur les membres de son personnel.

§ 2. Les membres du personnel du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement sont soumis au devoir de discrétion visé à l'article 35, alinéa 5.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement à temps partiel peuvent faire appel aux membres du personnel visés au § 1^{er} selon des modalités à déterminer en concertation avec le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement.

Sous-section 2. — Affectation des membres du Corps interministériel

Art. 39. Les commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel, une fois nommés à titre définitif, sont affectés à un ressort fixé par le Gouvernement pour une période de cinq ans. En début de chaque législature, un mouvement est opéré dans les six mois de l'installation du nouveau Gouvernement.

Il en est de même lorsqu'un nouveau commissaire du Gouvernement est nommé à titre définitif en cours de législature.

Pour chaque ressort il sera désigné, au sein du Corps interministériel des commissaires, un commissaire du Gouvernement effectif et un commissaire du Gouvernement suppléant. Ce dernier sera chargé de suppléer les absences inférieures à trois mois du commissaire du Gouvernement affecté principalement au ressort concerné.

Pour les absences de plus de trois mois, un commissaire du Gouvernement remplaçant sera désigné par le Gouvernement, en dehors du Corps, pour la durée de l'absence du titulaire de fonction.

Il en va de même lors de la vacance définitive d'un emploi. Dans ce cas, la durée de la désignation est limitée à six mois.

Le commissaire remplaçant jouit du même statut que les commissaires du Gouvernement définitifs.

Sous-section 3. — Statut

Art. 40. Le statut administratif et pécuniaire des commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel, est fixé par le Gouvernement.

Sous-section 4. — Evaluation

Art. 41. Le travail accompli par les commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel, est soumis à évaluation par le Gouvernement qui en définit la procédure.

L'évaluation a lieu tous les deux ans, sur base de la description de la fonction, des domaines de performances et des critères fonctionnels déterminés par le Gouvernement.

Le commissaire du Gouvernement est définitivement déclaré inapte si une mention défavorable figure deux fois consécutivement sur son rapport d'évaluation.

Sous-section 5. — Cessation définitive de fonctions

Art. 42. Donnent lieu à une cessation définitive de fonctions pour les commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel :

1. la démission volontaire, à introduire au moins trente jours à l'avance par lettre recommandée;
2. la démission d'office;
3. la démission pour cause d'inaptitude physique constatée par le service de santé administratif;
4. le fait d'avoir atteint l'âge légal de la retraite ou la limite d'âge;
5. la déclaration d'inaptitude à exercer la fonction, consécutive à l'évaluation;
6. la révocation par suite de sanction disciplinaire.

Art. 43. Le Gouvernement arrête le régime disciplinaire des commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel.

Section III. — Le Collège des commissaires du Gouvernement

Art. 44. Tous les commissaires du Gouvernement, à l'initiative et sous la présidence du Président du Corps interministériel, se réunissent en Collège, quatre fois par an, au moins.

En réunion de Collège, les commissaires du Gouvernement débattent de toute question transversale relative au contrôle qu'ils exercent et peuvent faire toutes suggestions utiles au Gouvernement.

Le Gouvernement, le ministre de tutelle ou le ministre du Budget peuvent saisir le Collège de toute question qu'ils jugent utile.

Les frais de fonctionnement et de secrétariat sont pris en charge par le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement.

Section IV. — Les commissaires aux comptes

Sous-section 1^{re}. — Les conditions de nomination et de révocation

Art. 45. Les commissaires aux comptes sont nommés auprès de chaque organisme public.

Les commissaires aux comptes sont nommés par le Gouvernement, pour moitié parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise et pour moitié parmi les membres de Cour des comptes.

Art. 46. Les commissaires aux comptes sont révocables à tout moment par le Gouvernement.

Sous-section 2. — Les incompatibilités

Art. 47. La fonction de commissaire aux comptes est incompatible avec :

1. la qualité de membre d'un Gouvernement;
2. la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;
3. la qualité de gouverneur de province ou de gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ainsi que la qualité de député permanent;
4. la qualité de bourgmestre, échevin ou président de CPAS d'une commune de plus de 30 000 habitants;
5. la qualité d'administrateur, agent ou préposé des organismes publics soumis au présent décret et des organismes et entreprises qui en dépendent directement ou indirectement;
6. l'exercice d'un mandat ou d'une fonction au sein d'une entreprise exerçant des activités similaires à celle l'organisme public;

7. la qualité de commissaire ou commissaire-réviseur chargé de contrôle des comptes d'une autre entreprise active dans un secteur similaire;
8. la qualité de commissaire du Gouvernement visé à l'article 30;
9. la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme public concerné;
10. la qualité de membre de la cellule d'audit interne visé à l'article 25.

Sous-section 3. — Les missions

Art. 48. Les missions des commissaires aux comptes sont les suivantes :

1. le contrôle dans l'organisme public de la situation financière, des comtes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation en vigueur, des décrets instituant les organismes publics et du contrat de gestion, des opérations à constater dans les comptes annuels;
2. établir annuellement un rapport écrit et circonstancié conformément à l'article 143 du Code des sociétés. A cet effet, les organes de gestion de l'organisme public remettent aux commissaires aux comptes les éléments nécessaires à l'établissement de ce rapport, dans le délai légal prévu au Code des sociétés sauf si le décret instituant l'organisme public prévoit un délai particulier. Ces éléments sont transmis pour information aux commissaires du Gouvernement.

Art. 49. § 1^{er}. Le rapport visé à l'article 48 indique notamment :

1. comment ils ont effectué leurs contrôles et s'ils ont obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'organisme public les explications et informations qu'ils ont demandées;
2. si la comptabilité est tenue et si les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux organismes publics;
3. si, à leur avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'organisme public, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent et si les justifications données l'annexe sont adéquates;
4. si l'affectation des bénéfices proposée est conforme aux dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur;
5. s'ils n'ont pas eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur. Toutefois, cette mention peut être omise lorsque la révélation de l'infraction est susceptible de causer à l'organisme public un préjudice injustifié, ou parce que l'organe de gestion a pris des mesures appropriées pour corriger la situation d'illégalité ainsi créée.

§ 2. Dans leur rapport, le ou les commissaires aux comptes indiquent et justifient avec précision et clarté les réserves ou les objections qu'ils estiment devoir formuler. Sinon, ils mentionnent expressément qu'ils n'ont aucune réserve ou objection à formuler.

§ 3. Ce rapport est communiqué :

1. aux commissaires du Gouvernement;
2. aux organes de gestion;
3. au ministre de tutelle et au ministre du Budget, lesquels le transmettent au Gouvernement;
4. au Conseil de la Communauté française.

Sous-section 4. — Fonctionnement

Art. 50. Afin de mener à bien leurs missions :

1. les commissaires aux comptes peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et toutes les écritures de l'organisme public. Ils peuvent requérir de l'organe de gestion, des agents et préposés de l'organisme public toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires;
2. les commissaires aux comptes peuvent requérir de l'organe de gestion d'être mis en possession, au siège de l'organisme public, d'informations relatives à des sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation, dans la mesure où ces informations leur paraissent nécessaires pour contrôler la situation financière;
3. l'organe de gestion remet aux commissaires aux comptes chaque semestre au moins un état comptable établi selon la réglementation comptable applicable à l'organisme public;
4. s'ils constatent, lors de leurs contrôles, des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'organisme public, ils en informent par écrit et de manière circonstanciée :
 - a) les commissaires du Gouvernement;
 - b) les organes de gestion;
 - c) le ministre de tutelle et le ministre du Budget, lesquels transmettent au Gouvernement;
 - d) le Conseil de la Communauté française;
5. les commissaires aux comptes peuvent faire appel aux membres de personnel de niveau 1 mis à disposition par le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement. Dans un tel cas, ils adressent leur demande au Président du Corps.

Art. 51. Les commissaires aux comptes sont soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 5. — Statut

Art. 52. Le Gouvernement détermine les moyens d'actions et les indemnités attribuées aux commissaires aux Comptes.

Sous-section 6. — Responsabilités

Art. 53. § 1^{er}. Les commissaires aux comptes sont responsables envers l'organisme public des fautes commises par eux dans l'accomplissement de leurs fonctions.

§ 2. Ils répondent, tant envers l'organisme public qu'envers les tiers, de tout dommage résultant d'infractions aux dispositions du présent décret ou du décret instituant l'organisme public dont ils vérifient les comptes.

§ 3. Ils ne sont déchargés de leur responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que s'ils prouvent qu'ils ont accompli les diligences normales de leurs fonctions et qu'ils ont dénoncé ces infractions, pour autant qu'ils en aient eu connaissance, auprès :

1. des commissaires du Gouvernement;
2. des organes de gestion;
3. du ministre de tutelle et du ministre du Budget;
4. du Conseil de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Coordination des contrôles*

Art. 54. Le Collège des commissaires du Gouvernement invite à l'initiative de son Président, au moins deux fois par an, tous les commissaires aux comptes et les membres de la cellule d'audit interne de tous les organismes publics, afin de coordonner les différentes formes de contrôle.

Peuvent être associés à ces réunions les réviseurs d'entreprise désignés auprès des organismes publics.

Art. 55. Le Gouvernement peut solliciter le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement afin que soit soumise à ces réunions de coordination toute question qu'il juge utile.

Inversement, le Corps interministériel peut relayer auprès du Gouvernement toute suggestion ou avis, exprimé au cours de ces réunions de coordination qui porte sur le contrôle administratif et budgétaire exercé.

Art. 56. Le Corps interministériel assure la présidence, le secrétariat, les tâches d'expertise et supporte les frais de fonctionnement, de ces réunions de coordination.

TITRE VII. — Dispositions abrogatoires, modificatives et finales*Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires et modificatives*

Art. 57. § 1^{er}. Sont abrogés dans le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française :

- 1° l'article 14, § 5;
- 2° l'article 31, § 1^{er} et § 3;
3. l'article 32, §§ 1^{er}, 2, 3 et 5.

§ 2. L'article 24 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française est modifié comme suit :

« Le rapport annuel d'activités est soumis à l'examen du Collège des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mai, avant d'être transmis au Gouvernement et au Conseil supérieur de l'audiovisuel au plus tard le 1^{er} septembre. »

§ 3. Sont abrogés, dans, le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) :

- 1° l'article 7, § 1^{er};
- 2° l'article 8;
- 3° l'article 14, § 2;
- 4° l'article 15;
- 5° l'article 16, §§ 5, 6, 7.

§ 4. Les articles 6, 7 et 9 du décret du 27 mars 2002 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 6. L'entreprise publique est gérée par un Conseil d'administration et un Bureau nommés par le Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil d'administration est composé :

- 1° de 16 administrateurs publics au plus;
- 2° d'administrateurs de droit;
- 3° d'un secrétaire.

§ 2. Les administrateurs publics sont nommés par le Gouvernement sur la base des candidatures déposées conformément à un appel que celui-ci fait publier au *Moniteur belge* et par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Conseil de la Communauté française avec application de la méthode d'Hondt, sans passe en compte du ou des/des groupes politique(s) qui ne respectera(i)ent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la deuxième guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Parmi les 16 administrateurs publics, le Gouvernement peut cependant nommer au plus deux administrateurs indépendants.

Les administrateurs publics justifient d'une expérience ou d'une connaissance soit dans les domaines des missions de l'Entreprise publique soit en matière de gestion. Au moins 4 d'entre eux justifient d'une expertise de haut niveau en matière d'informatique.

Les administrateurs publics sont nommés pour la durée de la législature. Ils conservent cependant leur mandat jusqu'à leur remplacement effectif lors de la législature suivante.

Les incompatibilités visées à l'article 4, § 4, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics qui dépendent de la Communauté française s'appliquent aux administrateurs publics.

Le Gouvernement peut révoquer tout administrateur public conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics qui dépendent de la Communauté française.

Si un administrateur public démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il a été nommé, il est remplacé selon la même procédure que celle qui a procédé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

§ 3. Les administrateurs de droit sont :

- 1° le Secrétaire général du ministère de la Communauté française;
- 2° le fonctionnaire dirigeant de chaque organisme d'intérêt public dépendant de la Communauté française à l'exclusion de celui/celle de l'Entreprise publique;
- 3° les administrateurs généraux du ministère de la Communauté française.

§ 4. La fonction de Secrétaire du Conseil d'administration est assumée, par le fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique, qui assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

§ 5. Le Gouvernement nomme parmi les membres visés au § 2 un Président et trois Vice-Présidents. Ils appartiennent à des groupes politiques démocratiques différents. Ils sont nommés pour la durée de la législature. Ils conservent cependant leur mandat jusqu'à leur remplacement effectif lors de la législature suivante. En cas de parité des voix, le Président a une voix prépondérante.

Art. 9. § 1^{er}. Le Bureau est composé du Président et des trois Vice-Présidents.

§ 2. Le Fonctionnaire dirigeant siège aux réunions du Bureau avec voix consultative. Il en assure le secrétariat.

§ 3. En cas de parité des voix, le Président a une voix prépondérante. »

§ 5. Sont abrogés, dans le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française :

- 1° l'article 5, § 2, 1^{er} alinéa;
- 2° l'article 6, alinéas 2 et 3;
- 3° l'article 11.

§ 6. L'article 16 du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française est modifié comme suit :

« Un des commissaires du Gouvernement est un Inspecteur des Finances mis à la disposition du ministre chargé des Finances au sein du Gouvernement de la Communauté française. »

§ 7. Les articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ne sont pas applicables aux organismes visés à l'article 1^{er}, 1.

§ 8. L'article 32, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière est complété comme suit :

« e) viole une disposition de la Charte de l'administrateur public visée à l'article 9 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française.

§ 9. L'article 39, alinéa 2 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière est complété en ajoutant les mots « son plan de développement » après les mots « son contrat de gestion ».

§ 10. Est abrogé, dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière : la deuxième phrase du § 2 de l'article 48.

§ 4bis. Un article 22 est ajouté au décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des technologies nouvelles, de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC) : « Par dérogation au § 2 de l'article 7 modifié (par le décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, article 57, § 4), et pour la constitution du premier conseil d'administration, il ne sera pas fait appel des candidatures par la voie du *Moniteur belge*. »

Section II. — Dispositions finales

Art. 58. Le règlement du Conseil d'administration visé à l'article 14 est adopté pour la première fois par le Conseil d'administration de chaque organisme public dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 59. Pour la première fois, tous les commissaires du Gouvernement et les commissaires aux comptes sont nommés et désignés dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 60. Les experts de la cellule d'audit interne sont nommés par chaque conseil d'administration des organismes public dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 61. Les contrats de gestion sont établis dans un délai de six mois de l'entrée en vigueur du présent décret et expirent dans le délai visé à l'article 18, § 5.

Art. 62. Le Ministre-Président, le Ministre du Budget et les Ministres de tutelle sont chargés de l'exécution du présent décret.

Art. 63. Hormis l'article 57, § 4 et § 4bis, qui entre en vigueur le 18 décembre 2002, le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 9 janvier 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 345-1. — Amendements de commission, n° 345-2. — Rapport, n° 345-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 7 janvier 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 736

[C — 2003/29071]

9 JANUARI 2003. — Decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Definities, toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1. « Overheidsinstelling » : de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, hierna genoemd :

a) de RTBF, bedoeld bij het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

b) de ONE, bedoeld bij het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. ».

c) het ETNIC, bedoeld bij het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

d) het « Fonds Ecureuil » bedoeld bij het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap;

e) het « Institut de la Formation en cours de carrière (IFC) », bedoeld bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

2. « Maatschappijen voor schoolgebouwen » : de maatschappijen bedoeld bij het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheren van de schoolgebouwen van het door de overheid georganiseerd onderwijs.

3. « Maatschappijen voor vermogensbeheer » : de maatschappijen bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

4. « De overheidsbestuurder » : iedere natuurlijke persoon, gewone bestuurder, die in de raad van bestuur of in het bureau of het vast comité van een overheidsinstelling zitting houdt en die door de Franse Gemeenschap wordt aangesteld.

5. « De bestuurder van rechtswege » : iedere natuurlijke persoon, gewone bestuurder, die in de raad van bestuur of in het bureau of het vast comité zitting houdt en die door een publiekrechtelijke rechtspersoon wordt aangesteld krachtens het decreet tot instelling van de overheidsinstelling of door het decreet zelf.

6. « De leidend ambtenaar » : iedere natuurlijke persoon, uitvoerend bestuurder die in de raad van bestuur of in het bureau of het vast comité met raadgevende stem zitting houdt en door de Franse Gemeenschap aangesteld wordt.

7. « Democratische politieke fractie » : iedere politieke fractie die de democratische beginselen naleeft die inzonderheid vermeld zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

8. « De Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap.

9. « De toezichthoudende minister » : de minister onder wie de overheidsinstelling, de maatschappijen voor schoolgebouwen of de maatschappijen voor vermogensbeheer ressorteren.

10. « De minister van Begroting » : de minister tot wiens bevoegdheid de begroting van de Franse Gemeenschap behoort.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op :

1. alle overheidsbestuurders en alle leidende ambtenaren van de overheidsinstellingen;
2. alle leden van de cel voor interne audit bij de overheidsinstellingen;
3. alle commissarissen van de Regering bij de maatschappijen voor schoolgebouwen en maatschappijen voor vermogensbeheer.
4. alle commissarissen der rekeningen bij de overheidsinstellingen.

De volgende bepalingen zijn echter niet van toepassing :

1. de artikelen 3 tot 8, 16 tot 19 en 61 zijn niet van toepassing op de RTBF en op de O.N.E.;
2. lid 2 van artikel 14 is niet van toepassing op de RTBF;
3. de artikelen 4 en 13 zijn niet van toepassing op het « Fonds Ecureuil »;
4. artikel 4, §§ 1 tot 3, is niet van toepassing op het ETNIC;
5. de artikelen 4, 6, 7, 8,10, 13 tot 19, 24 tot 29, 58 en 60 zijn niet van toepassing op het « IFC »;
6. de artikelen 33,34,35 en 36 zijn niet van toepassing op de Commissarissen van de Regering bij de maatschappijen voor schoolgebouwen en maatschappijen voor vermogensbeheer.

TITEL II. — De overheidsbestuurder

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de benoeming en de afzetting en onverenigbaarheden

Art. 3. De overheidsinstellingen worden door een raad van bestuur en door een bureau of een vast comité bestuurd.

Art. 4. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit, naast de bestuurders van rechtswege, hoogstens 16 overheidsbestuurders, die door de Regering voor de periode van de legislatuur worden benoemd. Ze worden benoemd op grond van de kandidaturen die worden ingediend overeenkomstig een oproep bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en met toepassing van de evenredige vertegenwoordiging van de democratische politieke fracties die in de Raad van de Franse Gemeenschap erkend zijn, met toepassing van de methode van d'Hondt. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de raad van bestuur beslissend.

De Regering kan uit de 16 overheidsbestuurders hoogstens twee onafhankelijke overheidsbestuurders benoemen.

§ 2. Het bureau of het vast comité is samengesteld uit, naast de bestuurders van rechtswege, de voorzitter en drie ondervoorzitters aangewezen uit de leden van de raad van bestuur. Ze worden door de Regering voor de periode van de legislatuur benoemd. Ze behoren tot verschillende erkende democratische politieke fracties. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De overheidsbestuurders behouden echter hun mandaat totdat ze bij de volgende legislatuur werkelijk worden vervangen.

§ 4. Onverminderd andere bestaande onverenigbaarheden, is de hoedanigheid van overheidsbestuurder onverenigbaar met :

- a) de hoedanigheid van lid van een Regering;
- b) de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, gemeenschaps- en gewestvlak;
- c) de hoedanigheid van provinciegouverneur of gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;
- d) de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet van de Franse Gemeenschap;
- e) de hoedanigheid van personeelslid van de overheidsinstelling of van één van haar filialen;
- f) het behoren tot een instelling die niet de democratische beginselen naleeft die inzonderheid vermeld zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide;
- g) de uitoefening van een ambt die een conflict van persoonlijk of functioneel belang kan veroorzaken als gevolg van de uitoefening van het ambt of van het bezit van belangen in een maatschappij of een organisatie die een activiteit uitoefent die in rechtstreekse concurrentie staat met die van de betrokken overheidsinstelling.
- h) de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatige adviseur van de betrokken overheidsinstelling.

Art. 5. De overheidsbestuurders worden gekozen uit de personen die het bewijs leveren van geschikte diploma's of bevoegdheden, integriteit en kennis van het overheidsbeheer.

Art. 6. § 1. De overheidsbestuurders kunnen door de Regering te allen tijde worden afgezet, nadat het advies van de raad van bestuur werd ingewonnen of op zijn voordracht, en nadat de betrokken overheidsbestuurder, zo nodig, werd gehoord, die :

1. een handeling heeft verricht die onverenigbaar is met de opdrachten van de overheidsinstelling;
2. zich schuldig heeft gemaakt van een fout of een grove nalatigheid bij de uitoefening van zijn mandaat;
3. een in artikel 4, § 4, bedoelde activiteit uitoefent die onverenigbaar is met de uitoefening van zijn mandaat;
4. zonder verklaring, gedurende hetzelfde jaar, afwezig is geweest op meer dan drie vergaderingen van de raad van bestuur;
5. een bepaling van het Handvest van de overheidsbestuurder bedoeld in artikel 9 heeft overtreden.

§ 2. Als een overheidsbestuurder zijn ontslag neemt, overlijdt, wordt afgezet of de hoedanigheid op grond waarvan hij werd benoemd, verliest, dan wordt hij vervangen volgens dezelfde procedure als deze die voor zijn benoeming werd gebruikt. De vervanger voleindigt het mandaat van het lid dat zijn ontslag heeft genomen, is overleden of werd afgezet.

HOOFDSTUK II. — *Opleiding*

Art. 7. Binnen het jaar dat volgt op hun aanstelling, organiseert de overheidsinstelling voor de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege een cyclus van permanente opleiding over de evolutie van het statuut en het ambt van overheidsbestuurder ten opzichte van de evoluties op wetgevings-, sociaal, verordenings- en beheersvlak op dat gebied.

Art. 8. De raad van bestuur van elke overheidsinstelling keurt elk jaar een inlichtingenrapport over de door de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege gevolgde opleidingen goed en zendt het aan de toezichthoudende minister en de minister van begroting over.

HOOFDSTUK III. — *Het handvest van de overheidsbestuurder*

Art. 9. Iedere bestuurder, of hij een overheidsbestuurder is of een bestuurder van ambtswege, verbindt zich ertoe het handvest van de overheidsbestuurder na te leven dat hij naar aanleiding van zijn aanstelling heeft ondertekend. Zijn benoeming heeft pas op de datum waarop hij het handvest heeft ondertekend uitwerking.

Het handvest van de overheidsbestuurder, dat de verbintenissen bepaalt die de overheidsbestuurder en de bestuurder van rechtswege bij de uitoefening van hun mandaat moeten uitoefenen, wordt vastgesteld door een besluit van de Regering dat in een bijlage de inhoud van het handvest vermeldt.

Het handvest van de overheidsbestuurder moet ten minste de volgende verbintenissen bepalen :

1. de naleving van de wettelijkheid, van het beheerscontract, en, meer in het algemeen, de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst van de overheidsinstelling;
2. het toezicht op de behartiging van de belangen van de overheidsinstelling;
3. het toezicht op de doeltreffende werking van de raad van bestuur, van het bureau of het vast comité;
4. de behartiging van de belangen van de Franse Gemeenschap;
5. de beantwoording aan de gegronde verwachtingen van alle partners van de overheidsinstelling (gemeenschap, gebruikers, loontrekkers, leveranciers en schuldeisers);
6. de naleving van de verplichting tot voorafgaande en latere informatie aan de Regering als er een crisis is of als strategische beslissingen dienen te worden getroffen, ongeacht of die beslissingen al dan niet behoren tot de opdrachten van openbare dienst;
7. de uitzonderlijke verplichting, voor de voorzitter, bij het nemen van strategische beslissingen, zich te houden aan een bijzonder en met redenen omkleed mandaat van de Regering;
8. de voorrangverlening, wat er ook moge gebeuren, aan de belangen van de overheidsinstelling en de Franse Gemeenschap boven de persoonlijke, rechtstreekse of onrechtstreekse belangen van de overheidsbestuurder;
9. de naleving van de preventieve en repressieve regels in verband met misbruik van voorkennis;
10. de eigen ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid bij de uitoefening van zijn opdracht.

De toezichthoudende minister krijgt een afschrift van de handvesten die door de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege werden ondertekend.

Art. 10. De overheidsbestuurder en de bestuurder van rechtswege krijgen een presentiegeld per vergadering van de raad van bestuur en, in voorkomend geval, reis- en verblijfsvergoedingen waarvan de bedragen door de Regering worden vastgesteld.

Art. 11. Er wordt een vergoeding, waarvan de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning door de Regering vast te stellen zijn, elk jaar aan de voorzitter en de ondervoorzitters toegekend.

Die vergoeding is niet verschuldigd als de betrokken persoon een andere bezoldigde voltijdse activiteit uitoefent. In dat geval krijgt hij een presentiegeld bij elke vergadering van het bureau of het vast comité waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag bedoeld in artikel 10.

Bij beslissing van de raad van bestuur kan overigens een welbepaalde vergoeding worden toegekend met het oog op de uitoefening van een gedelegeerde opdracht, rekening houdend met het belang van de toegewezen opdracht en binnen de perken van de inkomsten van de overheidsinstelling.

Art. 12. Gedurende de periode van het mandaat stelt de raad van bestuur ter beschikking van iedere overheidsbestuurder en iedere bestuurder van rechtswege de instrumenten die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdracht.

HOOFDSTUK IV. — *De informatieplicht van de raad van bestuur*

Art. 13. De overheidsinstellingen zenden uiterlijk 1 september de Regering een jaarverslag over de activiteiten van het vorige jaar over. De Regering zendt dit aan de Raad van de Franse Gemeenschap over binnen de maand nadat zij daarvan akte heeft genomen.

Dat verslag vermeldt inzonderheid de maatregelen die door de overheidsinstelling werden genomen om haar opdrachten van openbare dienst uit te oefenen, haar beheerscontract en het ontwikkelingsplan uit te voeren en om de toekomstperspectieven te bepalen.

HOOFDSTUK V. — *Reglement van de raad van bestuur*

Art. 14. De raad van bestuur stelt een organiek reglement vast dat de wijze bepaalt waarop hij zijn bevoegdheden moet uitoefenen.

Dat reglement wordt vooraf aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd, samen met een verslag van de commissarissen van de Regering.

Het zal inzonderheid de volgende minimumregels bevatten :

1. de perken binnen welke en de vormen waarin de raad van bestuur sommige van zijn bevoegdheden delegeert;
2. de verplichting en de procedure betreffende de voorafgaande en latere informatie aan de Regering naar aanleiding van het nemen van strategische beslissingen of van een crisis;
3. de overheidsinstelling handelt door toedoen van haar beheersorganen, en de leden van die organen gaan geen persoonlijke verbintenissen aan in verband met de verbintenissen van die organen;
4. de bestuurders stellen een college samen; in dringende gevallen en wanneer dit om maatschappelijke redenen verantwoord is, en voor zover het reglement van de raad van bestuur dit toelaat, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur echter bij unanieme en schriftelijke toestemming van de bestuurders worden getroffen.

Die procedure kan evenwel niet worden aangewend voor de goedkeuring van dat reglement, de aanstelling van de voorzitter en de ondervoorzitters, de afsluiting van de jaarrekeningen, de aanwending van het kapitaal of voor elk ander geval dat door het reglement van de raad van bestuur zou worden uitgesloten;

5. een procedure voor de informatie aan de raad van bestuur en de commissarissen van de Regering bij belangenconflicten vanwege één van de overheidsbestuurders, alsook de mogelijkheid, voor de overheidsinstelling, om de vernietiging te vragen van de beslissingen die in overtreding van die bepaling genomen zijn, wanneer de andere partij kennis had of moest hebben van die omstandigheid;

6. de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege zijn persoonlijk en solidair aansprakelijk wanneer een beslissing die werd genomen bij toepassing van de beginselen bepaald in punt 5 aan hen of aan één van hen een onrechtmatig financieel voordeel ten nadele van de overheidsinstelling heeft bezorgd.

TITEL III. — Doorzichtigheid van de bezoldigingen

Art. 15. De bezoldigingen, vergoedingen, presentiegeld, mandaten en ambten bedoeld in de artikelen 10, 11 alsook de bezoldiging van de leidend ambtenaar worden in het bij artikel 13 bedoeld jaarlijks activiteitenverslag vermeld.

TITEL IV. — Beheerscontract en ontwikkelingsplanHOOFDSTUK I. — *Het beheerscontract**Afdeling I. — Definitie en inhoud*

Art. 16. § 1. De algemene en nadere regels volgens welke een overheidsinstelling de opdrachten van openbare dienst vervult die haar door het decreet zijn toevertrouwd, worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Franse Gemeenschap en de betrokken instelling van openbaar nut of het betrokken overheidsbedrijf.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen bedoeld bij een wetgeving die eigen is aan de overheidsinstelling, regelt het beheerscontract de volgende aangelegenheden :

1. de taken die de overheidsinstelling op zich neemt ter vervulling van haar opdrachten van openbare dienst, hierna de « taken van openbare dienst » genoemd;
2. de grondregelen inzake de tarieven voor de prestaties geleverd in het kader van de taken van openbare dienst, hierna de « prestaties van openbare dienst » genoemd;
3. de gedragsregels, de verbintenissen en de doelstellingen die te bereiken zijn ten aanzien van de gebruikers van prestaties van openbare dienst en van de mensen die in de praktijk van die sector werkzaam zijn;
4. de vaststelling, de berekening en de nadere regels voor de uitbetaling van eventuele dotaties of subsidies ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, die de Franse Gemeenschap aanvaardt te bestemmen voor de dekking van de lasten die voor de overheidsinstelling voortvloeien uit haar taken van openbare dienst;
5. de vaststelling, de berekening en de nadere regels voor de uitbetaling van gebeurlijke vergoedingen door de overheidsinstelling te betalen aan de Franse Gemeenschap, inzonderheid betreffende de voordelen verbonden aan de gebeurlijke alleenrechten van de overheidsinstelling en, in voorkomend geval, de door de Franse Gemeenschap aan de overheidsinstelling verleende gebruiksrechten op goederen;
6. in voorkomend geval, doelstellingen betreffende de financiële structuur van de overheidsinstelling;
7. in voorkomend geval, regelen betreffende de bestemming van de nettowinst;
8. de bestanddelen van het bij artikel 20 bedoelde ontwikkelingsplan;
9. in voorkomend geval, de vaststelling van een bedrag, wat de onroerende verrichtingen betreft die onderworpen zijn aan de voorafgaande toestemming van de toezichhoudende minister en de minister van Begroting, en, in voorkomend geval, de bepaling van een termijn waarna de toestemming geacht wordt gegeven te zijn;
10. een onvoorspelbaarheidsvoorwaarde waarbij sommige bepalingen van het beheerscontract kunnen worden gewijzigd, als gevolg van onvoorspelbare gevallen of overmacht;
11. de sancties bij niet-naleving door de overheidsinstelling van haar verbintenissen of haar doelstellingen uit hoofde van het beheerscontract.

§ 3. Het beheerscontract moet op dusdanige wijze worden opgesteld dat de concrete doelstellingen, waarvan de resultaten op het vlak van de dienstverlening aan het publiek moeten kunnen worden geëvalueerd, goed uitkomen. Daartoe voert de betrokken overheidsinstelling, vóór de onderhandeling over een nieuw beheerscontract, een onderzoek, behalve afwijking toegestaan door de Regering indien dit door de aard van de overheidsinstelling vereist is, bij de gebruikers en de mensen die op dat gebied in de praktijk van die sector werkzaam zijn, om hun behoeften te kennen.

§ 4. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden. Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onverminderd de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract.

§ 5. De eventuele algemene financiële verplichtingen van de Franse Gemeenschap ten opzichte van een overheidsinstelling zijn beperkt tot die welke voortvloeien uit de bepalingen van het met de overheidsinstelling gesloten beheerscontract.

Afdeling II. — Sluiting en goedkeuring, opvolging en evaluatie, einde en vernieuwing

Art. 17. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract, wordt de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd door de toezichthoudende minister.

Bij de onderhandeling van het beheerscontract wordt de overheidsinstelling vertegenwoordigd door haar leidend ambtenaar en haar voorzitter. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur die er bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen over beslist.

Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring ervan bij besluit van de Regering, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit. Het beheerscontract wordt tevens aan de Raad van de Franse Gemeenschap doorgezonden.

Art. 18. § 1. Elk jaar wordt een vergadering georganiseerd tussen de overheidsinstelling en de toezichthoudende minister alsook de minister van Begroting, om inzonderheid de evolutie van de uitvoering van het beheerscontract te evalueren.

§ 2. Het beheerscontract wordt om de twee jaar geëvalueerd op grond van een instrumentenbord met indicatoren waarvan de parameters door het beheerscontract worden vastgelegd. Dat instrumentenbord wordt door de overheidsinstelling vastgelegd en, in voorkomend geval, in onderling overleg aangepast aan gewijzigde marktomstandigheden en technische ontwikkelingen met toepassing van in het beheerscontract vastgelegde objectieve parameters.

Die door één van de partijen of door beide partijen voorgestelde aanpassingen komen tot stand overeenkomstig artikel 17.

§ 3. De toezichthoudende minister en de minister van Begroting leggen de evaluatie van het beheerscontract, samen met hun opmerkingen, alsmede het bij artikel 13 bedoelde jaarlijks activiteitenverslag, aan de Regering voor.

§ 4. De Regering kan de overheidsinstelling vragen om een externe evaluatie van het beheerscontract te laten verrichten.

§ 5. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vijf jaar.

§ 6. Uiterlijk zes maanden na het verstrijken van het beheerscontract, legt het bureau of het vast comité aan de toezichthoudende minister een ontwerp van nieuw beheerscontract voor.

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, wordt het van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract in werking is getreden. Deze verlenging wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door de toezichthoudende minister.

Indien geen nieuw beheerscontract in werking is getreden binnen een termijn van één jaar na de in het voorgaande lid bedoelde verlenging, kan de Regering voorlopige regels vaststellen inzake de in artikel 16, § 2 bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels zullen als nieuw beheerscontract gelden tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 17, in werking treedt.

Art. 19. De besluiten tot goedkeuring van een beheerscontract, of van een aanpassing ervan, alsmede de besluiten tot vaststelling van voorlopige regels, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De bepalingen van het beheerscontract of, in voorkomend geval, van de voorlopige regels met uitzondering van die welke industriële of commerciële geheimen bevatten, worden in bijlage bij het besluit bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — Ontwikkelingsplan

Art. 20. De raad van bestuur van elke overheidsinstelling stelt jaarlijks een ontwikkelingsplan op dat de doelstellingen en de strategie op middellange termijn van de overheidsinstelling en de gevolgen ervan op haar begroting bepaalt.

Het ontwikkelingsplan wordt ter goedkeuring aan de toezichthoudende minister of aan de minister van Begroting voorgelegd.

TITEL V. — Het recht van de gebruikers

Art. 21. Behoudens afwijking toegestaan door de Regering, stellen de overheidsinstellingen een dienst binnen de instelling in die de klachten van de gebruikers zal behandelen.

Die klacht zal moeten worden gestaafd door de vaststelling van de niet-naleving door de overheidsinstelling van haar verplichtingen ten aanzien van de gebruikers in het kader van de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst.

De in lid 1 bepaalde dienst bepaalt in zijn huishoudelijk reglement dat hij de procedure die te volgen is voor de behandeling van die klachten ter goedkeuring voorlegt aan de toezichthoudende minister.

Art. 22. De dienst kan, in het kader van een klacht die hem wordt voorgelegd, zonder zich te moeten verplaatsen, kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en notulen, en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van de overheidsinstelling die rechtstreeks verband houden met de inhoud van de klacht. Hij kan van de overheidsbestuurders, ambtenaren en aangestelden van de overheidsinstelling alle uitleg of informatie vorderen en alle nazicht uitoefenen die noodzakelijk is voor het onderzoek ervan. De aldus verkregen informatie wordt door de dienst als vertrouwelijk behandeld als de verspreiding ervan de overheidsinstelling in het algemeen zou kunnen schaden.

TITEL VI. — De administratieve en begrotingscontrole

Art. 23. Iedere overheidsinstelling wordt onderworpen aan een – zowel interne als externe – administratieve en begrotingscontrole.

HOOFDSTUK I. — De interne controle

Art. 24. In elke overheidsinstelling wordt een cel voor interne audit ingesteld.

Afdeling 1. — De voorwaarden voor de benoeming en de afzetting van de leden van de cel voor interne audit

Art. 25. De cel voor interne audit is samengesteld uit hoogstens twee deskundigen, die door de raad van bestuur van de overheidsinstelling worden benoemd en afgezet, na advies van de leidend ambtenaar, die het bewijs leveren van kwalificaties of van een nuttige ervaring inzake openbaar beheer en de respectieve gebieden van de opdrachten van de betrokken overheidsinstelling.

De Regering bepaalt het statuut van die deskundigen.

Art. 26. In het organogram van de overheidsinstelling ressorteert de cel voor interne audit onder de leidend ambtenaar, die haar de mogelijkheid verschaft om haar opdrachten uit te oefenen zonder een inmenging te moeten ondergaan die haar onafhankelijkheid en haar objectiviteit in het gedrang zou brengen.

Elke overheidsinstelling stelt jaarlijks een informatieverlag op dat door de cel voor interne audit wordt opgesteld en dat bevestigt dat de cel betrouwbaar is op het vlak van onafhankelijkheid en objectiviteit. Dit verslag wordt aan de betrokken toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting overgezonden. De toezichthoudende minister zendt het aan de Regering door.

Afdeling II. — De opdrachten

Art. 27. De opdrachten van de cel zijn de volgende :

1. de doeltreffendheid van het beleid inzake beheer van de risico's binnen de overheidsinstelling controleren en evalueren;
2. de risico's evalueren in verband met het beheer van de overheidsinstelling en de wijze waarop de informatie binnen de instelling wordt verspreid, betreffende :
 - a) de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële en operationele informatie;
 - b) de doeltreffendheid van de acties gevoerd door de overheidsinstelling;
 - c) de bescherming van de financiële inkomsten van de overheidsinstelling;
 - d) de naleving van de geldende wetten, decreten en verordeningen;
 - e) de vervulling van de opdrachten van openbare dienst en de naleving van het beheerscontract.
3. de bestaansreden en de doeltreffendheid evalueren van de structuur voor de controle op het beheer en de wijzen van verspreiding van de informatie in verband daarmee binnen de overheidsinstelling, betreffende :
 - a) de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële en operationele informatie;
 - b) de doeltreffendheid van de acties gevoerd door de overheidsinstelling;
 - c) de bescherming van de financiële inkomsten van de overheidsinstelling;
 - d) de naleving van de geldende wetten, decreten en verordeningen;
 - e) de vervulling van de opdrachten van openbare dienst en de naleving van het beheerscontract;
4. bepalen in welke mate doelstellingen werden vastgesteld voor de gevoerde acties en projecten en of die doelstellingen overeenstemmen met het doel van de overheidsinstelling, met inbegrip van de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst, het beheerscontract en het ontwikkelingsplan;
5. de door de overheidsinstelling gevoerde acties en projecten nagaan om uit te maken in welke mate de resultaten beantwoorden aan de doelstellingen;
6. bijdragen tot het beheer van de overheidsinstelling, door het proces te evalueren en te verbeteren waarmee de doelstellingen worden bepaald en meegedeeld, waarmee rekenschap daarvan wordt gegeven en waarmee de opdrachten van openbare dienst worden vervuld en het beheerscontract wordt nageleefd;
7. adviezen uitbrengen op de met redenen omklede aanvraag van een overheidsbestuurder.

Art. 28. De leden van de cel voor interne audit hebben uiterst uitgebreide bevoegdheden voor de vervulling van hun opdrachten.

Ze kunnen zich elk document laten bezorgen die ze als nuttig achten voor de uitoefening van hun ambt.

Ze zijn gehouden tot een geheimhoudingsplicht ten opzichte van de informatie waarvan ze kennis hebben bij de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 29. Om de zes maanden brengt de leidend ambtenaar verslag uit over de uitoefening van de opdrachten van de cel aan de beheersorganen van de overheidsinstelling.

HOOFDSTUK II. — De externe controle

Afdeling 1. — De commissarissen van de Regering

Onderafdeling 1. — De benoemings- en afzettingsvoorwaarden

Art. 30. § 1. De externe controle op elke overheidsinstelling wordt, ieder voor wat zijn eigen bevoegdheidsgebied betreft, uitgeoefend door :

- a) twee commissarissen van de Regering;
- b) twee commissarissen der rekeningen.

§ 2. De externe controle op elke maatschappij voor schoolgebouwen en op elke maatschappij voor vermogensbeheer wordt uitgeoefend door een commissaris van de Regering.

§ 3. In elke overheidsinstelling wordt één van beide commissarissen van de Regering in vast verband benoemd en oefent zijn ambt voltijds uit, en wordt de andere tijdelijk aangesteld voor de duur van de legislatuur en oefent zijn mandaat voltijds uit.

§ 4. In de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer, wordt de commissaris van de Regering in vast verband benoemd en oefent zijn ambt voltijds uit.

§ 5. Een zelfde commissaris van de Regering of een zelfde commissaris der rekeningen kan worden aangewezen voor verschillende overheidsinstellingen.

§ 6. Een zelfde commissaris van de Regering kan worden aangewezen voor verschillende maatschappijen voor schoolgebouwen en verschillende maatschappijen voor vermogensbeheer.

Art. 31. De vastbenoemde commissarissen van de Regering worden door de Regering aangesteld na een openbare oproep tot de kandidaten, die hun kandidaturen bij de Regering indienen.

De commissarissen van de Regering die deeltijds werken, worden, op de voordracht van de toezichthoudende minister, bij het begin van de legislatuur, door de Regering aangesteld. Ze kunnen te allen tijde worden afgezet. Ze ontvangen een vergoeding die door de Regering worden vastgesteld.

De kandidaat-commissarissen van de Regering moeten voldoen aan de algemene voorwaarden inzake toelaatbaarheid voor een openbare betrekking bedoeld in artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiek-rechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

De commissarissen van de Regering ressorteren, bij de uitoefening van hun opdrachten, gezamenlijk onder de betrokken toezichthoudende minister en de minister van Begroting.

Onderafdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 32. Het ambt van commissaris van de Regering is onverenigbaar met :

1. de hoedanigheid van lid van een Regering;
2. de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak;
3. de hoedanigheid van provinciegouverneur of gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en de hoedanigheid van lid van de bestendige deputatie;
4. burgemeester, schepen of voorzitter van het OCMW van een gemeente van meer dan 30.000 inwoners;
5. bestuurder, ambtenaar of aangestelde van de overheidsinstellingen die onder dit decreet vallen of van de instellingen die er rechtstreeks of onrechtstreeks onder ressorteren;
6. de uitoefening van een mandaat of een ambt binnen een instelling die activiteiten uitoefent die van dezelfde aard zijn als die van de overheidsinstelling;
7. de hoedanigheid van commissaris der rekeningen bedoeld in artikel 45;
8. de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatige adviseur van de betrokken overheidsinstelling;
9. de hoedanigheid van lid van de cel voor interne audit bedoeld in artikel 25.

Onderafdeling 3. -- De opdrachten

Art. 33. Onverminderd de specifieke opdrachten toegekend bij een andere wet of een ander decreet, zijn de opdrachten die aan de commissarissen van de Regering toegewezen zijn, de volgende :

1. zorgen voor de behartiging van het algemeen belang, de naleving van de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten;
2. zorgen voor de vervulling van de opdrachten van openbare dienst en een speciaal verslag aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting uitbrengen over elke beslissing of handeling van de beheersorganen die negatieve gevolgen zouden kunnen hebben op de goede verloop van die.
3. zorgen voor de naleving van het beheerscontract en van het ontwikkelingsplan en een speciaal verslag aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting uitbrengen over iedere beslissing of elke handeling van de beheersorganen die negatieve gevolgen zouden kunnen hebben op de naleving van die;
4. verslag uitbrengen aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting over alle beslissingen van de beheersorganen die negatieve gevolgen zouden kunnen hebben op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap of die het evenwicht van de financiën van de overheidsinstelling in het gedrang zouden kunnen brengen;
5. aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting een omstandig schriftelijk verslag uitbrengen wanneer de commissarissen der rekeningen hen op de hoogte willen brengen van het feit dat ze ernstige en met elkaar overeenstemmende feiten hebben vastgesteld die de continuïteit van de overheidsinstelling in het gedrang zouden kunnen brengen;
6. aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting een schriftelijk en omstandig verslag uitbrengen, wanneer één van de overheidsbestuurders hen op de hoogte wil brengen van het bestaan van een belangenconflict tussen een bestuurder en de overheidsinstelling;
7. ten minste om de zes maanden een algemeen verslag uitbrengen aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting. De verslagen worden mede ondertekend als er twee commissarissen van de Regering zijn. In voorkomend geval bevatten die verslagen de uiteenlopende opmerkingen van de commissarissen.

In voorkomend geval zenden de toezichthoudende minister en de minister van Begroting aan de Regering de verslagen over die ze van de commissarissen van de Regering hebben ontvangen.

Onderafdeling 4. — Werking

Art. 34. De commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen van de beheersorganen van de overheidsinstelling bij.

Art. 35. De commissarissen van de Regering hebben uiterst uitgebreide bevoegdheden voor de vervulling van hun opdrachten.

Ze kunnen zich, door toedoen van iedere overheidsbestuurder, iedere bestuurder van rechtswege of de leidend ambtenaar, elk document laten bezorgen die ze als nuttig achten voor de uitoefening van hun ambt.

Ze oefenen hun opdracht op grond van stukken uit en ze krijgen elk document meegedeeld dat betrekking heeft op de vragen die op de agenda staan van de beheersorganen 5 volle dagen vóór de vergaderingen van de raad van bestuur, behalve bij dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de raad van bestuur, en 3 volle dagen vóór de vergaderingen van het bureau of het vast comité, behalve bij dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het bureau of het vast comité.

Ze kunnen vragen dat elk punt dat ze nuttig achten in het kader van hun opdrachten op de agenda zou staan.

Ze zijn onderworpen aan een geheimhoudingsplicht betreffende de informatie waarvan ze kennis hebben genomen bij de uitoefening van hun ambt.

Art. 36. § 1. Iedere commissaris kan binnen een termijn van vier volle dagen bij de Regering een met redenen omkleed beroep indienen tegen elke beslissing die hij tegenstrijdig acht met het algemeen belang, de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten, en de opdrachten van openbare dienst of met het beheerscontract.

Dat beroep schorst de beslissing. Van dat beroep wordt binnen dezelfde termijn kennisgegeven aan de raad van bestuur of aan het bureau of het vast comité dat de bestreden beslissing heeft genomen.

§ 2. Die termijn loopt vanaf de dag waarop de vergadering plaatsvond tijdens welke de beslissing werd genomen, voor zover de commissaris daar regelmatig werd opgeroepen, en, zo niet, vanaf de dag waarop hem daarvan kennis werd gegeven.

§ 3. Indien de Regering, binnen een termijn van 20 volle dagen, die begint te lopen op dezelfde dag als de termijn waarover de commissarissen van de Regering beschikken, de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken, dan wordt deze definitief.

§ 4. Bij beslissing van de toezichthoudende minister of de minister van Begroting, waarvan kennis wordt gegeven aan het beheersorgaan, kan de in § 3 bedoelde termijn met tien volle dagen worden verlengd.

§ 5. Van de vernietiging van de beslissing wordt door de Regering kennis gegeven aan het beheersorgaan met afschrift aan de commissaris van de Regering.

Afdeling II. — Het interministerieel college van commissarissen van de Regering

Art. 37. Er wordt een interministerieel college van commissarissen van de Regering ingesteld, bestaande uit de commissarissen van de Regering die in vast verband benoemd zijn. Het ressorteert onder het hiërarchische en administratieve gezag van de Regering.

Het interministerieel college wordt beurtelings gedurende 2 jaar voorgezeten. Het eerste voorzitterschap wordt waargenomen door de oudste commissaris van de Regering, en zo voort.

Onderafdeling 1. — Ter beschikking gesteld personeel en werkingsmiddelen van het interministerieel college

Art. 38. § 1. Het interministerieel college van commissarissen van de Regering beschikt bij besluit van de Regering over personeelsleden van niveau 1, 2+, 2 en 3 en over de werkingsmiddelen die noodzakelijk en geschikt zijn voor de uitoefening van hun collegiale en individuele opdrachten.

Het interministerieel College oefent het hiërarchisch en administratief gezag over de leden van zijn personeel uit.

§ 2. De personeelsleden van het interministerieel College van commissarissen van de Regering zijn aan de in artikel 35, lid 5 bedoelde geheimhoudingsplicht gehouden.

§ 3. De commissarissen van de Regering die deeltijds werken kunnen een beroep doen op de personeelsleden bedoeld in § 1 volgens regels die nader te bepalen zijn in overleg met het interministerieel College van commissarissen van de Regering.

Onderafdeling 2. — Dienstaanwijzing van de leden van het interministerieel College

Art. 39. Zodra de commissarissen van de Regering, leden van het interministerieel College, in vast verband benoemd zijn, dan worden ze aangewezen voor een ambtsgebied dat door de Regering voor een periode van 5 jaar wordt vastgesteld. Bij het begin van elke legislatuur, vindt een beweging plaats binnen de zes maanden na de installatie van de nieuwe Regering.

Hetzelfde geldt wanneer een nieuwe commissaris van de Regering in vast verband gedurende de legislatuur wordt benoemd.

Voor elk ambtsgebied worden, binnen het interministerieel College van commissarissen, een werkend commissaris van de Regering en een plaatsvervangend commissaris van de Regering benoemd. Deze wordt ermee belast de commissaris van de Regering die in hoofdzaak voor het betrokken ambtsgebied is aangewezen, te vervangen wanneer deze afwezig is voor een periode die korter is dan drie maanden.

Voor de afwezigheden van meer dan drie maanden, wordt een commissaris van de Regering ter vervanging van de afwezige commissaris door de Regering aangesteld, buiten het interministerieel College, voor de periode gedurende welke de titularis van het ambt afwezig is.

Hetzelfde geldt bij de definitieve vacantverklaring van een betrekking. In dat geval is de duur van de aanstelling beperkt tot zes maanden.

De vervangende commissaris geniet hetzelfde statuut als de in vast verband benoemde commissarissen van de Regering.

Onderafdeling 3. — Statuut

Art. 40. Het administratief en geldelijk statuut van de commissarissen van de Regering, leden van het interministerieel College, wordt door de Regering bepaald.

Onderafdeling 4. — Evaluatie

Art. 41. Het werk dat door de commissarissen van de Regering, leden van het interministerieel College, wordt geleverd, wordt ter evaluatie voorgelegd aan de Regering, die er de procedure van bepaalt.

De evaluatie vindt om de twee jaar plaats, op grond van de ambtsbeschrijving, de bekwaamheidsgebieden en de functionele criteria die door de Regering worden bepaald.

De commissaris van de Regering wordt als definitief ongeschikt verklaard indien een ongunstige vermelding twee keer opeenvolgend op zijn evaluatieverslag wordt opgenomen.

Onderafdeling 5. — Definitieve ambtsneerlegging

Art. 42. Tot definitieve ambtsneerlegging voor de commissarissen van de Regering, leden van het interministerieel College, geven aanleiding :

1. het vrijwillig ontslag, ten minste dertig dagen vooraf bij aangetekend schrijven in te dienen;
2. het ontslag van ambtswege;
3. het ontslag wegens lichamelijke ongeschiktheid die door de administratieve gezondheidsdienst wordt vastgesteld;
4. het feit dat een commissaris de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen of de leeftijdsgrens heeft bereikt;
5. de verklaring van onbekwaamheid tot het uitoefenen van het ambt, die voortvloeit uit de evaluatie;
6. de afzetting als gevolg van een tuchtsanctie.

Art. 43. De Regering stelt de tuchtregeling van de commissarissen van de Regering, leden van het interministerieel College, vast.

Afdeling III. — Het College van commissarissen van de Regering

Art. 44. Alle commissarissen van de Regering, op initiatief en onder het voorzitterschap van de voorzitter van het interministerieel College, vergaderen in een College, ten minste vier keer per jaar.

Gedurende de vergadering van het College, bespreken de commissarissen van de Regering elk transversaal vraagstuk in verband met de controle die zij uitoefenen en kunnen alle nuttige suggesties richten aan de Regering.

De Regering, de toezichhoudende minister of de minister van Begroting kunnen elk vraagstuk dat zij als nuttig achten, aan het College voorleggen.

De werkings- en secretariaatskosten worden betaald door het interministerieel College van commissarissen van de Regering.

Afdeling IV. — De commissarissen der rekeningen

Onderafdeling 1. — De benoemings- en afzettingsvoorwaarden

Art. 45. De commissarissen der rekeningen worden bij elke overheidsinstelling benoemd.

De commissarissen der rekeningen worden door de Regering benoemd, voor de helft uit de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren en voor de helft uit de leden van het Rekenhof.

Art. 46. De commissarissen der rekeningen kunnen te allen tijde door de Regering worden afgezet.

Onderafdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 47. Het ambt van commissaris der rekeningen is onverenigbaar met :

1. de hoedanigheid van lid van een Regering;
2. de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestvlak;
3. de hoedanigheid van provinciegouverneur of van gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad alsook de hoedanigheid van lid van de bestendige deputatie;
4. de hoedanigheid van burgemeester, schep en voorzitter van het OCMW van een gemeente van meer dan 30.000 inwoners;
5. de hoedanigheid van bestuurder, ambtenaar of aangestelde van overheidsinstellingen die vallen onder de toepassing van dit decreet en van de instellingen of ondernemingen die er rechtstreeks of onrechtstreeks onder ressorteren;
6. de uitoefening van een mandaat of een ambt binnen een onderneming die activiteiten uitoefent die lijken op die van de overheidsinstelling;
7. de hoedanigheid van commissaris of commissaris-revisor belast met de controle op de rekeningen van een andere onderneming die in een gelijkaardige sector werkzaam is;
8. de hoedanigheid van commissaris van de Regering bedoeld in artikel 30;
9. de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatige adviseur van de betrokken overheidsinstelling;
10. de hoedanigheid van lid van de cel voor interne audit bedoeld in artikel 25.

Onderafdeling 3. — De opdrachten

Art. 48. De opdrachten van de commissarissen der rekeningen zijn de volgende :

1. de controle, binnen de overheidsinstelling, op de financiële toestand, de jaarrekening en de overeenstemming met de geldende wetgeving van de decreten tot oprichting van de overheidsinstellingen en van het beheerscontract, en op de verrichtingen die in de jaarrekening vast te stellen zijn.

2. jaarlijks een schriftelijk en omstandig verslag opstellen overeenkomstig artikel 143 van het wetboek van vennootschappen. Daartoe overhandigen de beheersorganen van de overheidsinstelling aan de commissarissen der rekeningen de gegevens die noodzakelijk zijn voor de opstelling van dat verslag, binnen de wettelijke termijn bepaald in het wetboek van vennootschappen, behalve indien het decreet tot oprichting van de overheidsinstelling een bijzondere termijn bepaalt. Die gegevens worden aan de commissarissen van de Regering ter informatie voorgelegd.

Art. 49. § 1. Het in artikel 48 bedoelde verslag vermeldt inzonderheid :

1. hoe zij hun controletaak hebben verricht en of zij van het bestuursorgaan en aangestelden van de overheidsinstelling de ophelderingen en inlichtingen hebben gekregen die zij hebben gevraagd;
2. of de boekhouding is gevoerd en de jaarrekening is opgesteld in overeenstemming met de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die op de overheidsinstellingen toepasselijk zijn;
3. of naar hun oordeel de jaarrekening een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de resultaten van de overheidsinstelling, rekening houdend met de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die daarop van toepassing zijn, en of een passende verantwoording is gegeven in de toelichting;

4. of de winstbestemming die aan de vergadering wordt voorgelegd, in overeenstemming is met de geldende wets-, decreet- en verordeningsbepalingen;

5. of zij geen kennis hebben gekregen van verrichtingen gedaan of beslissingen genomen met overtreding van de geldende wets-, decreet- en verordeningsbepalingen. Deze laatste vermelding kan echter worden weggelaten wanneer de openbaarmaking van de overtreding aan de overheidsinstelling onverantwoordelijke schade kan berokkenen, of omdat het bestuursorgaan gepaste maatregelen heeft genomen om de aldus ontstane onwettige toestand te herstellen.

§ 2. In hun verslag vermelden en rechtvaardigen de commissarissen der rekeningen nauwkeurig en duidelijk het voorbehoud en de bezwaren die zij menen te moeten maken. Zo niet, dan vermelden zij uitdrukkelijk dat zij voorbehoud noch bezwaar te maken hebben.

§ 3. Dat verslag wordt overgezonden :

1. aan de commissarissen van de Regering;
2. aan de beheersorganen;
3. aan de toezichthoudende minister en aan de minister van Begroting, die het aan de Regering verzenden;
4. aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 4. — Werking

Art. 50. Om hun opdrachten uit te voeren :

1. kunnen de commissarissen der rekeningen, te allen tijde, zonder zich te moeten verplaatsen, kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de proces-verbalen en notulen, en, in het algemeen, van alle stukken en geschriften van de overheidsinstelling. Ze kunnen van het beheersorgaan, de ambtenaren en aangestelden van de overheidsinstelling alle ophelderingen of informatie vorderen en alle nazicht uitvoeren die hun noodzakelijk lijkt;

2. de commissarissen der rekeningen kunnen het beheersorgaan verzoeken om bij de zetel van de overheidsinstelling in het bezit te worden gesteld van informatie met betrekking tot maatschappijen die met de instelling verbonden zijn of waarmee de instelling een deelnemingsverband heeft, voor zover die informatie hun noodzakelijk lijkt voor de controle op de financiële toestand;

3. het beheersorgaan legt ten minste om de zes maanden aan de commissarissen der rekeningen een boekhoudingsstaat die wordt opgemaakt volgens de boekhoudingsregeling die op de overheidsinstelling van toepassing is;

4. indien zij, naar aanleiding van hun controles, ernstige en samenlopende feiten vaststellen die de continuïteit van de overheidsinstelling in het gedrag zouden kunnen brengen, brengen ze op schriftelijke en omstandige wijze daar de volgende instanties op de hoogte van :

- a) de commissarissen van de Regering;
- b) de beheersorganen;
- c) de toezichthoudende minister en de minister van Begroting, die de Regering op de hoogte brengen;
- d) de Raad van de Franse Gemeenschap;

5. de commissarissen der rekeningen kunnen een beroep doen op de personeelsleden van niveau 1 die ter beschikking worden gesteld door het interministerieel College van commissarissen van de Regering. In dat geval richten zij hun aanvraag aan de voorzitter van het interministerieel College.

Art. 51. De commissarissen der rekeningen zijn gehouden tot een geheimhoudingsplicht over de informatie waarvan ze kennis hebben genomen naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt.

Onderafdeling 5. — Statuut

Art. 52. De Regering bepaalt de werkmiddelen en de vergoedingen die aan de commissarissen der rekeningen worden toegekend.

Onderafdeling 6. — Aansprakelijkheid

Art. 53. § 1. De commissarissen der rekeningen zijn aansprakelijk tegenover de overheidsinstelling voor de fouten die zij naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt hebben begaan.

§ 2. Ze zijn, zowel ten aanzien van de overheidsinstelling als ten aanzien van derden, aansprakelijk voor elke schade die wordt aangericht als gevolg van de overtreding van dit decreet of van het decreet tot oprichting van de overheidsinstelling waarvan ze de rekeningen nazien.

§ 3. Ze worden slechts ontheven van hun aansprakelijkheid, voor de overtredingen waaraan ze geen deel hebben genomen, als ze het bewijs leveren dat ze de normale handelingen van hun ambt hebben verricht en dat ze die overtredingen, voorzover ze daarvan kennis hadden genomen, hebben aangegeven aan :

1. de commissarissen van de Regering;
2. de beheersorganen;
3. de toezichthoudende minister en de minister van Begroting;
4. de Raad van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — Coördinatie van de controles

Art. 54. Het College van commissarissen van de Regering roept, op initiatief van zijn Voorzitter, ten minste twee keer per jaar, alle commissarissen der rekeningen en de leden van de cel voor interne audit van alle overheidsinstellingen op, om de verschillende controles te coördineren.

De bedrijfsrevisoren die bij de overheidsinstellingen worden aangesteld, kunnen die vergaderingen bijwonen.

Art. 55. De Regering kan een beroep doen op het interministerieel College van commissarissen van de Regering opdat elk vraagstuk dat ze als nuttig acht bij die vergaderingen zou worden besproken.

Omgekeerd kan het interministerieel College aan de Regering elke suggestie of elk advies doorzenden, die gedurende die coördinatievergaderingen werden uitgedrukt en die betrekking hebben op de uitgeoefende administratieve en begrotingscontrole.

Art. 56. Het interministerieel College neemt het voorzitterschap, het secretariaat, de expertisetaken waar en neemt de werkkosten van die coördinatievergaderingen op zich.

TITEL VII. — Opheffings-, wijzigings- en slotbepalingen

Afdeling I. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen

Art. 57. § 1. In het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de «Radio-Télévision belge de la Communauté française» worden opgeheven :

- 1° artikel 14, § 5;
- 2° artikel 31, § 1 en § 3;
- 3° artikel 32, § 1, § 2, § 3 en § 5.

§ 2. Artikel 24 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de «Radio-Télévision belge de la Communauté française» wordt gewijzigd als volgt :

« Het jaarlijks activiteitenverslag wordt onderworpen aan het onderzoek van het College van commissarissen der rekeningen uiterlijk op 31 mei, alvorens aan de Regering en aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector uiterlijk op 1 september te worden doorgezonden.

§ 3. In het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ÉTNIC) worden opgeheven :

- 1° artikel 7, § 1;
- 2° artikel 8;
- 3° artikel 14, § 2;
- 4° artikel 15;
- 5° artikel 16, §§ 5, 6, 7.

§ 4. De artikelen 6, 7 en 9 van het decreet van 27 maart 2002 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 6. Het overheidsbedrijf wordt bestuurd door een raad van bestuur en een bureau die door de Regering worden benoemd.

Art. 7. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit :

- 1° hoogstens 16 overheidsbestuurders;
- 2° bestuurders van rechtswege;
- 3° een secretaris.

§ 2. De overheidsbestuurders worden door de Regering benoemd op grond van de kandidaturen die ingediend worden overeenkomstig een oproep die door deze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en bij toepassing van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties die erkend zijn binnen de Raad van de Franse Gemeenschap, met toepassing van de methode van d'Hondt, zonder rekening te houden met de politieke fractie(s) die de democratische beginselen niet in acht zou(den) nemen die inzonderheid verwoord zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

Onder die 16 overheidsbestuurders kan de Regering echter hoogstens twee onafhankelijke bestuurders benoemen.

De overheidsbestuurders moeten het bewijs leveren van een ervaring of een kennis ofwel op de gebieden van de opdrachten van het overheidsbedrijf ofwel inzake beheer. Ten minste 4 onder hen moeten het bewijs leveren dat ze zeer deskundig zijn inzake informatica.

De overheidsbestuurders worden voor de duur van de legislatuur benoemd. Ze behouden echter hun mandaat totdat ze bij de volgende legislatuur werkelijk worden vervangen.

De onverenigbaarheden bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zijn van toepassing op de overheidsbestuurders.

De Regering kan iedere overheidsbestuurder afzetten overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Indien een overheidsbestuurder zijn ontslag neemt, overlijdt, wordt afgezet of de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd is, dan wordt hij vervangen volgens dezelfde procedure als deze die werd gevolgd voor zijn benoeming. De vervanger voleindigt het mandaat van het lid dat zijn ontslag heeft genomen, overleden is of afgezet is.

§ 3. De administrateurs van rechtswege zijn :

- 1° de Secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° de leidend ambtenaar van elke overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, met uitsluiting van die van het Overheidsbedrijf;
- 3° de administrateurs-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Het ambt van secretaris van de raad van bestuur wordt waargenomen door de leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf, die met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bijwoont.

§ 5. Onder de leden bedoeld in § 2 benoemt de Regering een voorzitter en drie ondervoorzitters. Ze behoren tot verschillende democratische politieke fracties. Ze worden benoemd voor de duur van de legislatuur. Ze behouden echter hun mandaat totdat ze bij de volgende legislatuur werkelijk worden vervangen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 9. § 1. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en drie ondervoorzitters.

§ 2. De leidend ambtenaar woont de vergaderingen van het bureau met raadgevende stem bij. Hij neemt er het secretariaat van waar.

§ 3. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 5. In het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het «Fonds Ecureuil» van de Franse Gemeenschap worden opgeheven :

- 1° artikel 5, 6 2, lid 1;
- 2° artikel 6, leden 2 en 3;
- 3° artikel 11.

§ 6. Artikel 16 van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

«Een van de commissarissen van de Regering is een Inspecteur van Financiën die ter beschikking wordt gesteld van de minister belast met de financiën binnen de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 7. De artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zijn niet van toepassing op de instellingen bedoeld in artikel 1, 1.

§ 8. Artikel 32, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt aangevuld als volgt :

« e) een bepaling overtreedt van het Handvest van de overheidsbestuurder bedoeld in artikel 9 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren. ».

§ 9. Artikel 39, lid 2 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt aangevuld door de woorden « zijn ontwikkelingsplan » na de woorden « zijn beheerscontract » toe te voegen.

§ 10. In het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt de tweede zin van § 2 van artikel 48 opgeheven.

§ 4bis. In het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie-

en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) wordt een artikel 22 toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van § 2 van artikel 7, gewijzigd bij artikel 57, § 4, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, voor de samenstelling van de eerste raad van bestuur zal geen gebruik worden gemaakt van een oproep tot kandidaten via het *Belgisch Staatsblad*. »

Afdeling II. — Slotbepalingen

Art. 58. Het reglement van de raad van bestuur bedoeld in artikel 14 wordt voor de eerste keer goedgekeurd door de raad van bestuur van elke overheidsinstelling binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 59. Voor de eerste keer worden alle commissarissen van de Regering en de commissarissen der rekeningen benoemd en aangesteld binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 60. De deskundigen van de cel voor interne audit worden benoemd door elke raad van bestuur van de overheidsinstellingen binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 61. De beheerscontracten worden opgesteld binnen een termijn van zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit decreet en vervallen binnen de termijn bedoeld in artikel 18, § 5.

Art. 62. De minister-president, de minister van Begroting en de toezichhoudende minister worden belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 63. Behalve artikel 57, § 4, en § 4bis, dat in werking treedt op 18 december 2002, treedt dit decreet in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 9 januari 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Oprachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 345-1. — Commissieamendementen, nr. 345-2. — Verslag, nr. 345-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 januari 2003.